

HARO SUR LES CONSEILLERS MUNICIPAUX DE SOUBAKA

Dans une adresse que j'ai fait paraître dans l'observateur paalga après les élections communales du 23 Avril 2005 et intitulé « APPEL PRESSANT A MES FRERES DES CASCADES », et après en avoir fait le bilan, je disais ceci : « lorsque viendra l'heure de restituer les résultats obtenus au terme de la mandature des 5 ans à venir, pour le compte de notre région, en rapport avec les objectifs pertinents fixés par la politique de communalisation, objectifs repris et centrés dans le cadre stratégique régional de lutte contre la pauvreté, le bilan des 2 communes qui échappent au contrôle de notre parti, ne sera pas dissocié de celui des 15 autres communes. Au-delà de la responsabilité qui engage notre parti, il y a obligatoirement un contrat de résultats qui lie l'ensemble des populations de chaque commune prise à part et collectivement, mais surtout tous les partis politiques appelés à gérer la chose publique en vue de promouvoir le développement de la région ; c'est là me semble-t-il, un exercice qui appelle de la part de chacun de nous un sens élevé de la responsabilité et du devoir ».

Pour ceux qui s'en souviennent encore, ce texte était un véritable réquisitoire contre les divisions en notre sein, les querelles fratricides et la propension des leaders politiques à rechercher par tous les moyens à assouvir des ambitions personnelles plutôt qu'à œuvrer pour l'émergence et la consolidation d'une dynamique sociale interne à même de fédérer les énergies et les intelligences des uns et des autres pour le développement de la région

A leur décharge, il faut aussi dire qu'ils y ont été aidés par la gestion administrative que la direction politique du parti a fait dans cette région ; gestion qui s'est caractérisée par l'instrumentalisation de l'avenir social des hommes qu'elle a mis là, plutôt que par l'assignation d'une mission politique claire et responsable conduite dans la durée.

Sinon comment comprendre que de 1992 à 2013, la plus petite des 13 régions (2 provinces), ait été administré par pas moins de 5 leaders politiques, pendant qu'ailleurs une seule et même personne gère le parti jusqu'à nos jours en dépit des difficultés qu'eux aussi ont connus.

Qu'est ce qui justifie le fait que nous soyons la seule région à connaître des antagonismes exacerbés au point qu'il se susurre que les pertes brutales et troublantes que nous avons connues sont liées à cette guerre fratricide que nous entretenons ?

En tout état de cause, il y a une logique implacable qui découle de tout cela, qui se traduit par les réalités suivantes, et qui devraient nous parler à tous :

- perte massive des militants
- indiscipline caractérisée et défiance notoire vis-à-vis des directives du parti
- perte des conseils municipaux des 2 communes urbaines (Banfora et Niangoloko)
- perte de la moitié des sièges à l'Assemblée nationale
- perte de la présidence du conseil régional
- perte d'un poste de sénateur sur 3

-implantation dans la région de partis politiques lugubres qui, même s'ils participent en bon droit à l'exercice du jeu démocratique, travestissent le message politique en profitant justement de la fragilisation des liens sociaux née de nos mésententes.

Ce qui est déprimant dans cette affaire, c'est qu'il me semble que personne n'a véritablement tiré leçons de tout cela ; jugez en vous-même :

-Toutes les listes de notre parti ont été invalidées dans la circonscription électorale de Banfora commune pendant les élections de décembre dernier à la barbe de la direction de la campagne pour une vulgaire question de signature ;

-Avec 2 fois plus de conseillers élus sous la bannière du parti, nous perdons la présidence du conseil régional ;

-Singulièrement, à Soubakaniédougou, un transfuge de notre parti usurpe le poste de maire avec en tout et pour tout 3 conseillers ;

Dites -moi bonnes gens, qui sont ceux qui ont élu ce maire ? Ce ne sont pas de petits génies sortis de je ne sais quel bosquet sacré mais bel et bien ces conseillers élus ! Et c'est comme si subitement ces conseillers s'étaient réveillés un matin pour constater que celui qu'ils ont élu était un vénézuélien ou un pygmée sorti d'une des forêts de l'Afrique centrale, en conséquence de quoi ils se croient fondés à bloquer le fonctionnement des organes dirigeant de leur commune, allant jusqu'à revendiquer pour eux la mise en place d'une délégation spéciale.

Plus de dix ans après la communalisation intégrale dans notre pays, voilà des gens qui renoncent volontairement à l'exercice du pouvoir local par les élus d'une communauté, tournant ainsi le dos à tous les avantages qu'offre la politique de décentralisation. Et tout ça pourquoi ? A cause de l'incurie de quelques personnes.

Bon sang, sortez vos têtes de vos poulaillers et regardez la réalité en face ! il y a encore des élections dans 5 ans !

Ceux qui ont usé de leurs moyens et ou de leurs relations pour se hisser à la tête du parti (majoritaire) dont ils ne savent ni quand ni comment ce parti a été implanté dans cette région, seraient bien inspirés d'appeler ces conseillers à plus d'humilité, d'intelligence et de responsabilité au lieu de pousser à un boycott stupide et à tout le ^{malin} contreproductif de la mise en place des organes dirigeants de cette commune rurale. Les fils et filles de cette localité devraient être les premiers à comprendre cela.

Il faut donc espérer que les uns et les autres sauront raison garder et s'inscrire dans une démarche positive pour qu'avant le terme échu prévu par les dispositions du code général des collectivités territoriales, force revienne à la loi et que Soubaka se dote des structures légales pour conduire son développement conformément aux votes des conseillers régulièrement élus.

Si par extraordinaire cette commune tombait dans le statut de délégation spéciale dans les conditions que l'on sait, l'histoire jugera chacun pour ce qu'il a fait ou n'a pas fait pour le malheur ou le bonheur de cette région.

Jean Marie Sourabié

79-79-63-00

70-25-17-73